

NICOLAS BADALASSI

# Histoire de la sécurité européenne depuis 1945

---

De la guerre froide à la guerre en Ukraine

ARMAND COLIN

## Collection U

### *Histoire*

Illustration de couverture : réunion du Conseil de l'Atlantique Nord  
au siège de l'OTAN le 22 octobre 2013 à Bruxelles (Belgique),

© DOD Photo/Alamy Stock Photo

Composition réalisée par Belle Page

Cartographie : Philippe Paraire

#### **NOUS NOUS ENGAGEONS EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT :**



Nos livres sont imprimés sur des papiers certifiés pour réduire notre impact sur l'environnement.



Le format de nos ouvrages est pensé afin d'optimiser l'utilisation du papier.



Depuis plus de 30 ans, nous imprimons 70 % de nos livres en France et 25 % en Europe et nous mettons tout en œuvre pour augmenter cet engagement auprès des imprimeurs français.



Nous limitons l'utilisation du plastique sur nos ouvrages (film sur les couvertures et les livres).

© Armand Colin, 2024

Armand Colin est une marque de Dunod Éditeur

11 rue Paul Bert, 92240 Malakoff

[www.dunod.com](http://www.dunod.com)

ISBN : 978-2-200-63555-8

# Introduction

L'invasion de l'Ukraine par les troupes russes le 24 février 2022 a suscité un choc considérable dans l'ensemble des opinions publiques européennes, sidérées par le retour de la logique conflictuelle interétatique sur le Vieux Continent et inquiètes d'une possible extension de la guerre au-delà du territoire ukrainien. La question de la mise en sécurité de l'Europe vis-à-vis de la menace russe, bien que posée depuis le début des combats dans le Donbass en 2014 et l'annexion de la Crimée par Moscou, est redevenue la priorité des gouvernements et populations de l'Union européenne (UE), comme elle l'avait été pendant les quarante-cinq années qu'avait duré la guerre froide. En quelques jours s'est installée l'impression générale que la menace d'un conflit nucléaire en Europe n'avait pas été aussi aiguë depuis les années 1980.

Pourtant, si la crainte d'une déstabilisation européenne, entretenue par le discours anti-OTAN du président russe, est on-ne-peut-plus légitime, elle n'a cessé de ponctuer les trois décennies qui séparent la chute de l'URSS de l'« opération spéciale » russe en Ukraine. Les guerres d'ex-Yougoslavie, les attentats terroristes et la pandémie de Covid-19, pour ne citer que ces événements, ont largement nourri, eux aussi, les peurs occidentales. Force est donc de constater que, dans les faits, l'histoire récente de l'Europe est largement dominée par la problématique de la sécurité. On pourrait même aller plus loin : l'histoire politique de l'Europe depuis le Moyen-Âge n'est-elle pas, au fond, dictée par le souci de sécurité et, notamment, de sécurité collective ?

## Une définition plurielle de la sécurité

Jusqu'à l'essor du protestantisme, au XVI<sup>e</sup> siècle, puis avec la guerre de Trente ans qui, au XVII<sup>e</sup> siècle, fait voler en éclats l'unité de la Chrétienté, cette sécurité collective est assurée par la double autorité de l'Église et de l'Empire ; par la suite, les traités de Westphalie en 1648 et d'Utrecht en 1713, en définissant les principes majeurs du droit international que sont la souveraineté, la non-ingérence et l'équilibre, instaurent une sécurité collective fondée sur le concert européen et l'équilibre des puissances, un ordre pulvérisé par les deux guerres mondiales. Ce n'est ainsi pas pour rien si la notion même de « sécurité collective » prend son essor dans les années 1930 : dans la droite ligne des idées exprimées par le président américain Woodrow Wilson en 1918, elle se veut une tentative de réponse

aux atrocités des conflits mondiaux. Basée sur l'idée que les États membres d'une communauté doivent s'engager à ne pas recourir à la force, mais aussi sur des mécanismes destinés à répondre à l'agression de l'un d'entre eux, cette nouvelle forme de sécurité collective est incarnée, dans un premier temps, par la Société des Nations (SDN) puis, à partir de 1945, par l'Organisation des Nations unies (ONU). Toutefois, l'efficacité limitée de l'ONU – en raison, d'une part, du droit de veto dont disposent les cinq membres permanents du Conseil de sécurité (Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni, URSS) et, d'autre part, des fortes divergences entre ces derniers – conduit à l'élaboration de systèmes régionaux de défense et de sécurité collective qui, en Europe de l'Ouest, se traduisent par la création de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) en 1949 et de la Communauté économique européenne (CEE) en 1957.

De fait, l'histoire de la sécurité européenne, après la Seconde Guerre mondiale, est d'abord celle de l'opposition entre deux alliances politiques et militaires, l'OTAN et le pacte de Varsovie. Elle ne se cantonne cependant pas à ce schéma binaire, surtout si l'on tient compte des conceptions multiples de la sécurité, que les théoriciens des relations internationales regroupent sous trois appellations : nationale, sociétale et humaine<sup>1</sup>. La sécurité nationale, centrale dans les théories du réalisme classique<sup>2</sup>, équivaut à l'ancienne sûreté du territoire, c'est-à-dire la protection contre toute menace susceptible d'attenter à l'intégrité territoriale et à la souveraineté nationale. Elle vise également à se prémunir des guerres extérieures et s'appuie sur plusieurs instruments : la protection à l'intérieur des frontières, la dissuasion vis-à-vis de l'extérieur, l'intervention armée dans les zones instables. L'OTAN puis, après la guerre froide, la politique européenne de défense et de sécurité et ses avatars constituent les outils essentiels de cette vision traditionnelle de la sécurité.

La sécurité sociétale, elle, a été conceptualisée au début des années 1990 par l'école dite de Copenhague pour prendre en compte la diversité des enjeux sécuritaires auxquels une société peut être confrontée ; elle prétend notamment couvrir les préoccupations en matière de préservation des normes et valeurs, des religions, des identités et des langues<sup>3</sup>. La question de l'immigration s'inscrit dans cette démarche.

Enfin, la sécurité humaine englobe l'ensemble des dimensions économiques, environnementales, démocratiques, sanitaires et ethniques qui permettent à un être humain de s'épanouir. Elle se situe à la jonction des droits humains et du développement durable et, en Europe, elle est assurée à la fois par l'UE, par le Conseil de l'Europe et par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

1. LAURENT Sébastien, « De la "défense nationale" à la "sécurité nationale" : à la recherche d'un concept de sécurité depuis 1945 », in LAURENT Sébastien, *Transformations et réformes de la sécurité et du renseignement en Europe*, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, 2016, pp. 41-54.

2. Voir notamment : WALTZ Kenneth, *Theory of International Politics*, New York, Columbia University Press, 1979 ; ARON Raymond, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1962.

3. BUZAN Barry, *People, States and Fear*, New York, Harvester Wheatsheaf, 1991.

Si cet ouvrage s'intéresse principalement aux enjeux de sécurité nationale, il tend également à démontrer comment, à partir des années 1960 et 1970, les deux autres types de sécurité deviennent incontournables dans les débats publics, jusqu'à se muer en enjeux clés de l'opposition Est-Ouest (combats des dissidents, mouvements en faveur des droits humains, réaffirmation des identités nationales et religieuses, etc.) et participer du dépassement de la guerre froide. La chute du rideau de fer consacre la volonté des Européens d'élaborer une architecture de sécurité où l'équilibre entre l'humain, le sociétal et le militaire permettrait de répondre aux défis du monde globalisé. L'évolution des rapports de force internationaux et la diversification des menaces au cours des trois décennies suivantes nourrissent un processus permanent de rééquilibrage entre les trois composantes de la sécurité, en fonction des enjeux et du contexte, si bien que dans la première moitié des années 2020, l'attitude agressive de la Russie, les flux migratoires et le réchauffement climatique incarnent, chacun à leur façon, les trois facettes de la sécurité.

## Une historiographie renouvelée depuis les années 1990

L'historiographie de la sécurité européenne post-1945 a connu un essor fulgurant depuis la décennie 1990, sous l'effet de la fin de la guerre froide, de l'ouverture des archives de la plupart des pays d'Europe et des États-Unis, et du développement de nouvelles menaces (terrorisme, cyberattaques, renouveau russe). Ce dynamisme concerne d'abord les problématiques Est-Ouest que sont la course et la maîtrise des armements, les relations soviéto-américaines et la question allemande. Sous l'impulsion d'historiens tels que Melvyn Leffler, Lorenz Lüthi, Vojtech Mastny, Leopoldo Nuti, Marie-Pierre Rey, Bernd Rother, Mary Elise Sarotte, Georges-Henri Soutou, Odd Arne Westad ou Vladislav Zubok, notre compréhension des processus de décision à l'intérieur de chacun des deux blocs et celle des mécanismes à l'œuvre dans le dépassement des crises internationales et, plus généralement, de la guerre froide ont été profondément renouvelées et ont permis de réévaluer tant les responsabilités que la chronologie des basculements de la sécurité européenne (guerre civile grecque, crises de Berlin, euromissiles, *perestroïka*, etc.). Cette « Nouvelle histoire de la guerre froide » a également su inscrire les enjeux européens dans le contexte global de l'affrontement Est-Ouest, en montrant comment les crises externes au Vieux Continent ont systématiquement influé sur ses équilibres internes, notamment en matière d'organisation militaire (guerre de Corée, crise des missiles de Cuba, guerres au Moyen-Orient, invasion soviétique de l'Afghanistan). C'est dans le prolongement de cette historiographie que se situe, aujourd'hui, les recherches sur le renouveau de la menace

russe et sur les origines des guerres d'Ukraine, portées par des spécialistes comme Anna Colin Lebedev ou Anne de Tinguy.

Les questions transatlantiques et ouest-européennes ont aussi été soumises à réévaluation, suscitant, d'une part, de nouvelles lectures du rôle des États-Unis dans la sécurité européenne pendant et après la guerre froide, d'autre part un réexamen des apports de la construction européenne et des relations entre pays d'Europe (franco-allemandes en premier lieu) dans l'élaboration et l'évolution de l'architecture de sécurité régionale. On songe en particulier aux travaux de Frédéric Bozo, Jussi Hanhimäki, N. Piers Ludlow, Geir Lundestad, Pierre Mélandri, Benedikt Schoenborn, Matthias Schulz, Marc Trachtenberg et Maurice Vaisse.

L'approche par le biais de la sécurité sociétale, humaine et coopérative, focalisée notamment sur les droits humains s'est, quant à elle, déployée dans la foulée de l'ouvrage de Daniel Thomas sur le processus d'Helsinki, et dans le contexte d'affaiblissement des théories idéalistes qui ont suivi les attentats du 11 septembre 2001 et le début de la guerre contre le terrorisme. Les travaux d'Aryo Makko, de Thomas Fischer, d'Angela Romano, de Sarah B. Snyder ou de Jeremi Suri ont mis en exergue le rôle des acteurs sociétaux, des réseaux transnationaux et des États neutres dans l'émergence de nouveaux paradigmes de sécurité à partir de la fin des années 1960. Les études sur la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), institutionnalisée en Organisation (OSCE) en 1995, ainsi que sur le concept de neutralité ont participé de l'essor d'une nouvelle histoire diplomatique, particulièrement dynamique en Europe nordique, mais qui a su s'étendre au reste du continent au fil de la décennie 2010.

On notera enfin, pour terminer ce rapide tour d'horizon historiographique, le développement de nouveaux travaux consacrés au terrorisme contemporain, autre grand enjeu de la sécurité européenne à partir des dernières décennies du xx<sup>e</sup> siècle, avec, en France, les ouvrages incontournables de Gilles Ferragu et de Jenny Raflik-Grenouilleau. Leurs analyses ont le mérite de replacer les questions terroristes européennes au cœur des problématiques de la mondialisation.

Si cette liste est loin d'être exhaustive, elle a pour but de mettre en évidence les auteurs qui ont été les plus mobilisés dans la préparation de cet ouvrage et d'insister sur l'impérieuse nécessité de croiser les approches pour saisir toute la variété des enjeux de sécurité qui affectent l'Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Pour des raisons de clarté, le plan de l'ouvrage suit une progression chronologique, scandée par les principales ruptures sécuritaires du second xx<sup>e</sup> siècle et du début du XXI<sup>e</sup>, à savoir le déclenchement de la guerre de Corée, la deuxième crise de Berlin, la répression du printemps de Prague, le début de la crise des euromissiles, l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev, l'effondrement de l'URSS et la crise financière de 2008, jusqu'à l'invasion de l'Ukraine.

## Chapitre 1

# L'Europe entre en guerre froide : la naissance de deux systèmes parallèles de sécurité, 1945-1949

Les années d'immédiat après-guerre correspondent, d'une part, au délitement de la Grande Alliance qui a triomphé du nazisme et, d'autre part, au développement de deux schémas parallèles de sécurité en Europe. En effet, bien que spectaculairement réaffirmée lors des conférences tripartites de Yalta et de Potsdam, l'alliance entre les États-Unis, le Royaume-Uni et l'URSS ne résiste pas à la propension des deux Grands à faire valoir la supériorité de leur modèle politique et économique et son efficacité dans la mise en échec du totalitarisme fasciste. Mais la guerre froide naissante est loin d'être seulement idéologique ; elle est aussi et d'abord le résultat de l'incompatibilité des objectifs politico-stratégiques définis par les dirigeants des grandes puissances durant la Seconde Guerre mondiale. Tandis que l'idéalisme rooseveltien visait à poser les bases d'un ordre international fondé sur le multilatéralisme, la sécurité collective, le libre-échange et la démocratie, les Britanniques entendaient restaurer la grandeur de la Couronne et leur prépondérance sur le commerce international ; Staline, lui, était bien décidé à empêcher tout relèvement de l'Allemagne et à faire en sorte que l'URSS ait la haute main sur les affaires européennes.

L'ambition soviétique est au fondement du nouveau paradigme sécuritaire que connaît l'Europe après 1945. À l'ouest du « rideau de fer » dénoncé par Winston Churchill en 1946, la peur de l'expansion soviétique devient le moteur des politiques de sécurité et de coopération. Comme l'explique Paul-Henri Spaak dans son discours aux Nations unies le 28 septembre 1948, c'est bien parce que cette peur est omniprésente que les dirigeants occidentaux ressentent le besoin de renforcer leur sécurité, d'où leur décision, quelques

### L'Europe en 1945



mois plus tôt, de créer la première institution européenne de sécurité : l'Union occidentale.

Pour les Français, les Britanniques, les Belges, les Néerlandais et les Luxembourgeois, c'est un véritable tournant : alors que leurs préoccupations en matière de sécurité durant la première moitié du xx<sup>e</sup> siècle se concentraient sur l'attitude à tenir face à l'Allemagne, perçue comme la menace principale, c'est l'URSS qui fait désormais figure d'ennemi potentiel, quelques mois à peine après la fin du second conflit mondial. Cette évolution provoque une rupture historique aux États-Unis, puisqu'elle conduit progressivement les Américains à rompre définitivement avec leur isolationnisme traditionnel.

Comment ces basculements se produisent-ils ? Pourquoi les États-Unis finissent-ils par devenir les principaux garants de la sécurité ouest-européenne ? En quoi leur vision de la sécurité et de la coopération diffère-t-elle de celle de Moscou ?

Si la formation du rideau de fer est le résultat des ambitions géostratégiques de Staline, elle va de pair avec une évolution majeure de la politique extérieure des États-Unis, qui aboutit à l'instauration d'un véritable système de sécurité euro-américain.

## La formation du « rideau de fer » (W. Churchill)

### De Yalta à Potsdam : l'essor de la question allemande

La redéfinition des enjeux de la sécurité européenne après 1945 est largement tributaire du traumatisme de la Seconde Guerre mondiale : les pertes humaines, notamment en Europe centrale et orientale, atteignent des sommets (plus de quarante millions de morts, civils et militaires, sur l'ensemble du continent) ; l'héritage des Lumières a été mis à mal par la barbarie nazie et la Solution finale ; le continent est économiquement ruiné. L'enjeu n'est rien de moins désormais que de s'extirper de trente années de violence durant lesquelles les Européens ont vécu au rythme des conflits ou des tentatives de négociations censées les éviter.

De fait, au cours du demi-siècle qui s'écoule après la guerre, la référence aux événements du premier xx<sup>e</sup> siècle, et plus particulièrement à ceux de la période 1939-1945, demeure omniprésente dans la plupart des rencontres internationales, notamment multilatérales. Les conséquences politiques et géopolitiques du second conflit mondial forment le socle des relations internationales européennes de 1945 à 1990, voire au-delà.

Parmi ces conséquences figure le déplacement des centres de décision vers Moscou et Washington. Alors que, pendant l'entre-deux-guerres encore, la vie internationale était guidée depuis Londres, Paris, Berlin et Rome et que les États-Unis refusaient d'assumer leur nouveau rôle de grande puissance, l'Europe de

l'après-guerre a perdu une partie de son crédit. Mais si sa marge de manœuvre en matière de décision internationale se voit diminuée, le Vieux Continent reste l'enjeu majeur de la période qui s'ouvre. Il subit de plein fouet le jeu d'influences naissant de l'URSS et des États-Unis. Et c'est l'Allemagne qui demeure la préoccupation centrale des deux Grands, comme des autres Européens.

Car là se situe le fil rouge de la guerre froide et des enjeux de sécurité européenne, à l'Est comme à l'Ouest du rideau de fer : que faire de cette Allemagne considérée comme responsable du traumatisme généralisé qui touche alors l'ensemble du continent et au-delà ? Faut-il l'empêcher à tout prix de se relever, comme le voudrait Staline, ou doit-on l'aider à se reconstruire sur de nouvelles bases et à s'insérer dans le jeu diplomatique et économique international, comme le souhaitent Américains et Britanniques ?

À Yalta, du 4 au 11 février 1945, Franklin Roosevelt, Joseph Staline et Winston Churchill décident d'une occupation du pays par les trois puissances victorieuses, auxquels les Français sont autorisés à se joindre : craignant de se retrouver seul face à l'Armée rouge une fois les troupes américaines rapatriées outre-Atlantique, le premier ministre britannique réussit à obtenir que la France obtienne une zone d'occupation en Allemagne. Dès lors, chaque puissance prend en charge le gouvernement du secteur qui lui revient. Un conseil de contrôle est établi à Berlin ; il réunit les commandants en chef des quatre zones d'occupation et exerce l'autorité suprême en Allemagne au lendemain de sa capitulation. La ville de Berlin, elle, est conjointement administrée par les vainqueurs. Les quatre puissances occupent également l'Autriche, divisée jusqu'en 1955, mais, à la différence de l'Allemagne, ils l'autorisent à avoir son propre gouvernement car ils la considèrent comme une victime de Hitler.

Entre 1945 et 1954, les conférences censées aboutir à un règlement du problème allemand se multiplient. Jamais les quatre puissances ne parviennent à trouver un accord durable. Dans les premiers temps de l'après-guerre, tous se disent prêts à réunifier l'Allemagne sur la base des accords de Potsdam d'août 1945. Ces accords sont très importants en ce qu'ils constituent le fondement des discussions quadripartites sur l'Allemagne et Berlin pendant toute la durée du conflit Est-Ouest, jusqu'en 1990. En effet, lors de cette conférence qui se réunit entre le 17 juillet et le 2 août 1945 dans cette ville de la banlieue berlinoise, Staline, le président Harry Truman et le nouveau premier ministre britannique Clement Attlee établissent que le destin de l'Allemagne dans son ensemble relève de la responsabilité ultime des États-Unis, de l'URSS, du Royaume-Uni et de la France : c'est le quadripartisme. Les accords prévoient le maintien de l'unité administrative, politique et économique d'un pays transformé, démilitarisé, dénazifié, démocratisé et décentralisé.

Cependant, les moyens pour parvenir à la réunification diffèrent. Pour les Occidentaux, il faut organiser des élections libres dans toute l'Allemagne afin de permettre la constitution d'un gouvernement allemand. Les Soviétiques

font valoir le procédé inverse : la réunification doit précéder les élections. Pareil désaccord paralyse la situation allemande : les quatre pays ne parviennent pas à élaborer des mesures communes à destination du Conseil de contrôle. Par conséquent, chaque commandant en chef à Berlin se retrouve libre d'agir seul dans sa zone.

À Potsdam, les Quatre ne réussissent pas non plus à s'entendre sur le montant des réparations que l'Allemagne, qui n'est alors plus qu'un champ de ruines, doit verser aux Alliés. Les Occidentaux ne veulent pas la pressurer outre mesure afin de ne pas reproduire les erreurs de 1919, tandis que les Soviétiques souhaitent que les vainqueurs récupèrent 80 % de ses richesses industrielles afin de l'empêcher de prendre sa revanche. C'est dans ce but que Staline finit par décider le pillage systématique de l'Allemagne orientale, occupée par l'Armée rouge. Dès l'été 1945, le Kremlin nationalise nombre d'entreprises et exproprie les propriétaires des grands domaines prussiens. En 1946, les usines est-allemandes sont transférées vers le territoire soviétique, de même que quinze mille ingénieurs et savants allemands. Pour protester, le commandant en chef américain, le général Clay, ordonne la suspension des livraisons de sa zone vers l'URSS. Ainsi, la division de l'ancien Reich est économique avant même d'être politique, la responsabilité soviétique dans cette situation étant immense.

## L'emprise soviétique sur l'Europe centrale et orientale

À partir de 1945 et pendant toute la deuxième moitié du xx<sup>e</sup> siècle, jusqu'en 1991, l'URSS concentre entre ses mains toutes les composantes de la puissance : une influence politique prépondérante dans le monde et notamment en Europe, où l'essentiel des territoires libérés par l'Armée rouge passe sous le joug soviétique ; une armée surpuissante bientôt équipée de l'arme nucléaire ; une place de choix dans la plupart des instances internationales, à commencer par l'ONU, où elle est membre permanente du Conseil de sécurité ; une influence idéologique hors du commun grâce aux divers partis communistes auréolés du prestige de la Résistance ; un complexe militaro-industriel dynamique ; une image redorée par la victoire sur le nazisme. En résumé, la guerre a transformé le pays, qui entend bien peser dans les relations internationales.

Abandonnant sa doctrine du « socialisme dans un seul pays » qui prévalait avant la guerre, Staline profite de l'avancée de l'Armée rouge et du fait qu'elle ait « libéré » une partie de l'Europe pour exporter le communisme à travers le continent. En Pologne, Hongrie, Roumanie, Bulgarie, les troupes soviétiques aident les communistes locaux à s'approprier le pouvoir en noyant les administrations, les structures provinciales, les syndicats, les instances

dirigeantes, etc., et en s'en prenant aux principaux adversaires des communistes, les partis paysans.

En quelques mois, le système soviétique, qui a mis une vingtaine d'années à se développer en URSS, est imposé de force aux pays libérés. Certes, les populations de ces pays voyaient les communistes locaux comme des héros qui avaient participé à la victoire contre le nazisme, mais leur avis quant à l'instauration d'un pouvoir communiste n'est pas pris en compte, malgré la promesse faite par Staline, à Yalta, d'organiser des élections libres dans les territoires libérés. Si ce type d'élections a lieu en Hongrie en 1945 et en Tchécoslovaquie en 1946, leurs résultats sont rapidement remis en cause. En Pologne, les communistes locaux mobilisent le sentiment de peur vis-à-vis de l'Allemagne pour asseoir leur pouvoir.

La présence de l'Armée rouge en Europe centrale et orientale puis la soviétisation doivent permettre au numéro un soviétique de former un glacis protecteur à l'encontre des puissances capitalistes et en particulier de l'Allemagne, qu'il souhaite rendre inoffensive à tout jamais. Par conséquent, dans la logique stalinienne, plus un pays est proche de l'Allemagne, plus il doit être affilié à la politique de sécurité du Kremlin, d'où le fait que la Pologne ait, durant la guerre froide, une marge de manœuvre diplomatique souvent plus limitée que celle de la Roumanie, éloignée de l'ancien Reich.

En outre, pour punir les peuples alliés à Hitler, Staline n'hésite pas à organiser des déplacements massifs d'Allemands, d'Italiens, de Hongrois, de Roumains qui, stationnés à l'Est, sont renvoyés pour partie dans leur pays d'origine d'une manière qui s'assimile à de la déportation. Il modifie aussi les frontières afin d'accroître son influence. Dès la fin de la guerre, avec l'aval des Alliés, il repousse de plusieurs centaines de kilomètres la frontière germanopolonaise, qu'il établit sur les fleuves Oder et Neisse. Il annexe la Ruthénie subcarpatique, à l'est de la Tchécoslovaquie, ce qui permet à l'URSS d'avoir une frontière commune avec la Hongrie. Peu à peu, Staline met sur pied un vaste système de sécurité est-européen en obligeant la Tchécoslovaquie (1943), la Pologne et la Yougoslavie (1945), la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie (1948) à signer des traités bilatéraux tournés contre l'Allemagne, les États-Unis et le Royaume-Uni.

La Yougoslavie parvient toutefois à échapper à l'emprise stalinienne. En effet, si Tito, chef des partisans communistes, a bénéficié de l'arrivée des troupes soviétiques et de l'aide de la Grande-Bretagne au cours du conflit mondial, il a fait en sorte que son pays soit libéré par ses propres forces. En 1945, il sait s'imposer comme le seul maître du pays en forgeant un État communiste et fédéral, et en éliminant systématiquement ses adversaires, en particulier les monarchistes serbes. Tandis que l'économie yougoslave est rapidement collectivisée sur le modèle soviétique, le torchon ne tarde pas à brûler entre Staline et Tito, ce dernier n'admettant pas une quelconque perte d'autonomie

au profit de Moscou. Dès 1948, la rupture est consommée entre les deux hommes, au grand dam du Kremlin qui voit les staliniens yougoslaves systématiquement écartés du pouvoir. La perte d'influence sur le régime de Belgrade réduit les facilités d'accès de l'URSS à la Méditerranée, que Staline cherche, en vain, à s'assurer depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale pour peser dans les affaires moyen-orientales : à Potsdam, Truman et Atlee ont dit non à l'installation de bases soviétiques sur les détroits turcs, à l'annexion par l'URSS des provinces turques de Kars et d'Ardahan et à l'instauration d'un mandat soviétique sur la Libye (colonie italienne de 1911 à 1943).

Outre la Yougoslavie, un autre pays réussit à résister aux pressions de Staline : la Finlande. Attaquée par l'URSS en novembre 1939 puis vaincue par celle-ci en mars 1940 – ce qui lui vaut de perdre la Carélie et la conduit à se rapprocher de l'Allemagne nazie en 1941 –, la Finlande n'est cependant pas occupée par l'URSS à l'issue de l'armistice qu'elle signe avec Moscou en 1944, bien que Staline soit soucieux d'en prendre le contrôle. Pour éviter cela, le gouvernement finlandais d'après-guerre, dirigé par Juho K. Paasikivi de 1946 à 1956, fait le choix de la neutralité et signe en 1948 le Traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle qui le lie à Moscou et par lequel il s'engage à développer une politique extérieure ne portant pas préjudice aux intérêts soviétiques. Cette « ligne Paasikivi », maintenue tout au long de la guerre froide, devient la condition à l'autonomie de la Finlande et à la protection de sa souveraineté. Toutefois, si le traité prévoit dans son article 2 une consultation des deux pays en cas de menace d'agression extérieure, ainsi qu'une potentielle assistance soviétique sur demande finlandaise, il ne constitue pas pour autant une alliance, ni même un pacte d'assistance mutuelle. Moscou reconnaît la neutralité finlandaise dans le préambule du traité. La Finlande est par ailleurs libre de maintenir son système politique démocratique fondé sur le pluralisme ainsi que son économie capitaliste, mais elle fait en sorte de bannir tout discours antisoviétique de son territoire (via la littérature ou l'accueil de réfugiés politiques par exemple), ce qui en fait un cas particulier dans l'histoire de la guerre froide européenne.

Sans surprise, c'est l'Allemagne qui paye le plus lourd tribut à la présence des soldats soviétiques : comme ailleurs en Europe centrale et orientale, ils se livrent au viol systématique des femmes et des filles, au pillage, au démantèlement des usines, à la destruction des bâtiments, au vol des récoltes, etc. Mais la violence de l'occupation soviétique en Allemagne surpasse en intensité celle des autres pays. Ce sont près de cent trente mille viols d'Allemandes qui sont perpétrés dans les premiers jours de l'occupation, au printemps 1945, conduisant à une spectaculaire vague de suicides de femmes à la même période. Des instances de contrôle dominées par les communistes sont créées dès l'été 1945 et placées sous l'égide de l'Administration militaire soviétique en Allemagne (SMAD). En avril 1946, le parti socialiste (SPD) est forcé de fusionner avec le parti communiste (KPD)

pour donner naissance au parti socialiste unifié d'Allemagne, le SED. L'objectif de Staline n'est rien de moins que d'étendre ce système à toute l'Allemagne pour l'empêcher de se relever, d'où le fait que le maître du Kremlin apparaisse alors comme le défenseur le plus acharné de l'unité allemande : une Allemagne entièrement soviétisée serait la meilleure garantie de sécurité pour l'URSS.

## L'offensive de Staline

La peur de la résurgence allemande n'explique pas à elle seule la politique agressive de Staline en Europe. À partir de l'été 1945, Staline est obnubilé par la situation internationale, persuadé, à tort, que l'explosion des bombes atomiques américaines d'Hiroshima et de Nagasaki constitue des messages qui lui sont destinés. Dès lors, il décide de stopper la démobilisation entamée en 1945 et de poursuivre l'économie de guerre, considérant que la victoire contre les nazis a prouvé l'efficacité du « communisme de guerre » mis en place depuis la fin des années 1920 en URSS. L'effort porte une fois encore sur l'augmentation des investissements dans l'industrie lourde, mais aussi sur l'atome, le missile, le radar, l'électronique et le recours au travail semi-forcé (déportés, prisonniers du Goulag, kolkhoziens). Entre 1945 et 1953, le nombre d'ouvriers passe de huit millions à quatorze millions. La priorité de Staline est de se procurer l'arme atomique le plus vite possible : le projet, entamé dès 1943, est accéléré par le « Comité d'État pour le Problème numéro un » dirigé par Lavrenti Beria. Les scientifiques travaillent dans des « villes spéciales » fermées qui sont à mi-chemin entre grands centres de recherche et camps de concentration.

L'absolue nécessité de ne pas laisser l'avantage aux États-Unis est clairement affirmée par Staline dans son discours du 9 février 1946, véritable déclaration de guerre aux modèles américain et britannique et dont la portée a trop souvent été minimisée. Le leader soviétique y explique que l'URSS ne pourra pas se sentir en sécurité tant que subsistera le système capitaliste. Dans la foulée, il décide de procéder à un tour de vis idéologique, mené d'une main de fer par Andreï Jdanov, responsable de la propagande. Le but est d'en finir avec les velléités libéralisatrices de ceux parmi les soldats soviétiques qui ont franchi les frontières de l'URSS pendant la guerre et qui ont constaté que l'on vivait mieux dans l'Europe du temps de guerre que dans l'URSS du temps de paix. Ce tour de vis entraîne une nouvelle épuration du monde culturel, qui passe par l'exaltation du passé russe et orthodoxe et par une violente politique antisémite.

En parallèle, l'annonce du plan Marshall en juin 1947, qui contrecarre les plans de domination staliniens sur l'Europe, conduit le Kremlin à accroître un peu plus sa mainmise sur le mouvement communiste international, avec la création, en septembre 1947, du *Kominform*, un bureau de coordination entre Moscou, les partis au pouvoir en Europe de l'Est et les partis communistes italiens et français (PCI et PCF).

Dans ces conditions, un consensus Est-Ouest sur l'avenir de l'Allemagne relève de plus en plus de la gageure. En avril 1947, c'est sur un constat d'échec que se séparent les ministres français, britannique, américain et soviétique réunis à Moscou pour tenter de débloquer la question allemande : la conception stalinienne d'une Allemagne très centralisée est en opposition totale avec celle des Anglo-Saxons, qui souhaitent la création d'un État fédéral, et avec celle des Français, qui prônent une confédération. Désireux d'aller de l'avant et de ne pas laisser l'Allemagne s'enfoncer un peu plus dans la misère, Américains et Britanniques créent, en mai 1947, un conseil économique et envisagent la formation d'un État ouest-allemand. Pareille perspective est interprétée par Staline comme le début du réarmement de l'Allemagne ; elle le convainc de renforcer un peu plus son emprise sur l'Europe centrale pour préserver la sécurité de l'URSS face à un éventuel revanchisme allemand. Pour ce faire, il s'en prend au seul pays de la zone resté autonome, la Tchécoslovaquie, dirigée par un gouvernement de coalition conduit par le communiste Klement Gottwald. Tandis que, pour faire face aux difficultés économiques du pays, le président de la République tchécoslovaque, Edvard Benes, se dit prêt à accepter l'aide Marshall, le *Kominform* incite Gottwald à hausser le ton. À la suite de la démission des ministres modérés du gouvernement le 20 février 1948, le noyautage des forces de l'ordre et de l'administration facilite la prise du pouvoir par le parti communiste. Les manifestations provoquées par les milices ouvrières conduisent Benes à accepter la formation d'un nouveau cabinet dominé par les communistes. Le 7 juin, Gottwald devient président de la République. À l'issue de ce coup de Prague, le parti communiste contrôle l'ensemble des rouages politiques de la Tchécoslovaquie qui, partageant près de six cent cinquante kilomètres de frontières avec l'Allemagne et détenant d'importantes réserves d'uranium, devient une pièce maîtresse du dispositif soviétique de sécurité en Europe centrale.

Ce dispositif acquiert une dimension économique plus importante à partir du moment où l'Europe de l'Ouest commence à se relever et à s'organiser : Staline crée en 1949 le Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM, également désigné par l'acronyme anglais Comecon). Il a pour missions la meilleure planification et la spécialisation des industries nationales des pays socialistes. Il provoque une dépendance économique accrue de ces derniers envers l'URSS, notamment par l'usage obligatoire du rouble transférable dans les transactions entre États. L'organisation joue aussi un rôle politique essentiel pour l'URSS puisqu'elle lui permet d'intervenir dans les affaires intérieures grâce à des subventions, des prêts ou l'envoi de main-d'œuvre.

Il est ainsi clair, en 1949, que le « rideau de fer » évoqué par Churchill dans son discours de Fulton le 5 mars 1946 s'est bel et bien abattu sur l'Europe. Mais si la volonté stalinienne de faire de l'URSS la puissance dominante de la partie orientale du continent s'est manifestée dès avant la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'idée que les États-Unis prennent en charge la sécurité de

l'Europe occidentale n'est pas allée de soi : il a fallu au préalable une véritable révolution de la politique extérieure américaine pour que Washington rompe avec son passé isolationniste et se décide à adopter le statut quasi officiel de protecteur du Vieux Continent.

## Le tournant euro-américain de 1947-1948

Les années 1947-1948 correspondent à un tournant majeur des relations entre les États-Unis et l'Europe : le sentiment est partagé, des deux côtés de l'océan, qu'un monde nouveau se met en place et que la sécurité européenne devient une affaire transatlantique. Jusqu'à cette date, et malgré les deux guerres mondiales, la vision américaine du monde n'accordait pas une place importante à l'Europe.

### Le poids du passé isolationniste des États-Unis

En 1945 encore, la conception américaine de l'ordre mondial est universaliste, fondée sur la volonté de Roosevelt de privilégier le multilatéralisme et de reprendre la vision idéaliste de Wilson. Aussi, au lendemain de la guerre, rien ne laisse penser que les Américains resteront en Europe. Pour la plupart d'entre eux, cela est contre-nature. Car, après tout, la création et l'essor des colonies américaines au XVII<sup>e</sup> siècle se sont faits contre l'Europe, et la révolution de 1776 fut pensée comme une rupture définitive avec le Vieux Continent. Cette idée d'une destinée différente de celle des Européens s'incarne notamment dans le *Washington Spirit*, « l'esprit de Washington ». Formulée dès 1796 par George Washington, premier président américain, pour justifier la neutralité de son pays dans le conflit opposant la France révolutionnaire à l'Europe, cette doctrine de non-implication dans les affaires du monde en dehors du continent américain caractérise la politique étrangère des États-Unis jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Washington recommande à ses successeurs, dans son discours d'adieu en 1797, d'éviter que les États-Unis soient entremêlés (« *entangled* », le terme sera réutilisé après 1947 pour désigner la communauté d'intérêts euro-américains) à la destinée d'un quelconque pays d'Europe. Cet isolationnisme est confirmé en 1823 par la doctrine Monroe, qui somme les Européens de ne pas intervenir dans l'émancipation sud-américaine. Ainsi, tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, les États-Unis et l'Europe restent globalement distants. En matière de politique extérieure, la Maison-Blanche privilégie le continent américain et n'a pas d'adversaires internationaux, si ce n'est le Mexique et la Russie en raison des problématiques liées à l'expansion territoriale dans l'Ouest et l'Alaska.

Une première bascule a lieu en 1898 lorsque les Américains entrent en guerre contre l'Espagne et s'approprient Cuba et les Philippines. Pour la première

fois, l'Europe est menacée dans sa puissance coloniale par les États-Unis, qui deviennent alors une puissance mondiale. Une deuxième entorse à l'isolationnisme se produit en 1917 lorsque les Américains s'engagent dans la Première Guerre mondiale en tant qu'associés de la Grande-Bretagne et de la France, la doctrine isolationniste interdisant aux États-Unis de s'allier avec quiconque.

La Grande Guerre constitue un moment fondamental de la relation transatlantique en ce qu'elle révèle le fossé qui sépare les conceptions américaines et européennes de la sécurité et des relations internationales. Tandis que Wilson met en avant le droit des peuples à l'autodétermination et le multilatéralisme, les Européens, à commencer par la France et le Royaume-Uni, restent des adeptes de la *realpolitik* et continuent de promouvoir l'idée d'équilibre des puissances. Si les Américains finissent par intervenir dans la guerre après que les Européens ont admis les principes de l'idéalisme wilsonien, l'isolationnisme finit de nouveau par l'emporter outre-Atlantique lorsque le Sénat, au nom de l'esprit de Washington, refuse de ratifier le traité de Versailles et donc l'adhésion à la SDN.

Une fois encore, alors qu'ils sont pleinement devenus une superpuissance mondiale, les États-Unis refusent d'en assumer le rôle et se replient sur eux-mêmes. Cela soulève vingt ans plus tard, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, le problème de la garantie de sécurité euro-américaine : Britanniques et Français sont inquiets en 1939 de ne pas pouvoir compter sur l'Amérique en cas de conflit contre l'Allemagne nazie. Et, en effet, dans les années 1930, Roosevelt défend bec et ongles l'idée de neutralité des États-Unis, même si, avec le déclenchement effectif de la guerre, cette idée devient de plus en plus difficile à tenir, du moins jusqu'à l'attaque japonaise sur Pearl Harbor. En décembre 1941, le président américain peut se poser en défenseur de la démocratie et des droits de l'homme à travers la planète, face aux régimes fascistes.

En 1945, la vision wilsonienne des relations internationales est revue et corrigée par Roosevelt, qui a tiré les conséquences de l'échec de la SDN : l'ONU ne pourra fonctionner que si l'engagement américain devient une réalité effective et si les États-Unis peuvent y imposer leur vision de l'ordre international. Cela explique en partie la constitution du Conseil de sécurité.

La vision de Roosevelt repose sur deux idées essentielles : la sécurité collective dans les domaines politique et militaire, et l'ordre libéral fondé sur le libre-échange dans le domaine économique. Sa vision est universaliste et réfute toute idée de bloc ; elle ne privilégie aucune région. Ainsi, l'idée d'intégration européenne est absente de la vision américaine du monde en 1945, du moins jusqu'en 1947. À la fin des années 1920, les projets d'Europe fédérale portés par Aristide Briand avaient déjà été accueillis avec réserve à Washington, surtout pour des raisons économiques : les Américains craignaient que l'espace européen ne devienne protectionniste. En 1945, les choses n'ont pas significativement changé : pour Roosevelt, c'est le cloisonnement économique qui a conduit à la Seconde Guerre mondiale ; il faut donc éviter ce type de morcellement.

Pour ce faire, le système du libre-échange doit être surveillé par une Organisation mondiale du commerce, dont la mission est de s'opposer à toute forme de protectionnisme. La charte de La Havane sur la création de cette organisation n'étant pas ratifiée par le Sénat américain, c'est un accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) signé à Genève le 30 octobre 1947 qui encadre les politiques douanières des États signataires. L'instauration du GATT est précédée par le système de Bretton-Woods (1944), lequel prévoit la stabilité monétaire, fondée sur l'étalon-or et deux organisations : le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. Dans le domaine politique, l'ONU prend en charge la sécurité collective, basée sur l'idée que la sécurité internationale doit être le résultat de l'implication de l'ensemble de la communauté des États, contre qui que ce soit. Mais sécurité collective ne signifie pas défense collective, c'est même l'inverse : la sécurité collective doit empêcher d'en venir à une défense collective. La portée universaliste de ces institutions montre qu'en 1945 encore, il n'y a pas de place pour un traitement privilégié de l'Europe dans la politique américaine. Le tournant majeur se produit en 1946.

## Le rapport Kennan ou la prise de conscience américaine

Lorsque Harry Truman accède à la présidence des États-Unis à la mort de Franklin Roosevelt le 2 avril 1945, son entourage est divisé sur la conduite à tenir face à Staline et à sa politique d'expansion. Certains, comme l'ambassadeur en URSS William Averell Harriman ou le secrétaire de la Navy James Forrestal, recommandent au président d'adopter une ligne dure face à Moscou, même s'ils n'imaginent pas encore une rupture avec le Kremlin : à leurs yeux, le maintien de la Grande Alliance est nécessaire pour terminer la guerre. Pour autant, ils voient bien que le pouvoir soviétique ne cesse de croître au fur et à mesure que l'Armée rouge marche vers Berlin à travers la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Roumanie et la partie orientale de l'Allemagne. Ces hauts responsables comprennent parfaitement que l'URSS est en train d'instaurer des gouvernements à sa solde en Europe centrale et orientale. À l'inverse, d'autres, comme le secrétaire à la Guerre Henry Stimson, le représentant spécial de Roosevelt auprès de Staline Harry Hopkins ou encore l'ancien vice-président Henry Wallace encouragent Truman à tolérer les transgressions de Staline ; ils comprennent ses impératifs de sécurité (l'obsession allemande) et pensent qu'il faut rechercher des compromis avec lui<sup>1</sup>.

Dans un premier temps, Truman penche pour ce point de vue : la coopération entre les Alliés est vitale pour la paix et tout doit être tenté afin de la préserver. L'explosion de la première bombe atomique dans le désert du Nouveau Mexique en juillet 1945 vient le conforter dans sa pensée. Lors de

1. SOUTOU Georges-Henri, *La guerre de cinquante ans. Les relations Est-Ouest, 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001, pp. 77-78.

la conférence de Potsdam en juillet-août 1945, Truman informe Staline de la possession effective de la bombe par les États-Unis. À ce moment-là, le président est persuadé que cela va obliger Staline à se montrer plus souple dans la composition des gouvernements provisoires en Europe de l'Est et dans l'occupation de l'Allemagne, en vain.

Peu à peu, Truman se rend compte qu'on ne peut pas faire confiance à Staline. Son irritation grimpe d'un cran à l'automne 1945 lorsqu'il apprend des Canadiens que les Soviétiques ont organisé, durant la guerre, un vaste réseau d'espionnage atomique sur le territoire nord-américain. En outre, à partir de l'été 1945, il lui faut tenir compte de la volonté du Congrès, une fois la guerre terminée, de recouvrer ses prérogatives en politique étrangère. Or, nombre d'élus sont sensibles aux doléances des électeurs originaires des pays sur lesquels Staline a mis la main. Cela explique l'agacement de Truman quand il apprend l'initiative prise par son secrétaire d'État James F. Byrnes en décembre 1945. En visite à Moscou, celui-ci reconnaît les gouvernements communistes que Staline a établis en Roumanie et en Bulgarie. Il est alors persuadé qu'il est encore possible de réconcilier la politique américaine avec les préoccupations soviétiques, d'où la nécessité de faire un geste envers le Kremlin. Mais, pour le président, c'est une concession de trop. Il se range désormais derrière l'avis du groupe partisan de la ligne dure.

Le célèbre discours prononcé par Staline le 9 février 1946 vient conforter ce point de vue grâce à l'analyse qui en est faite par George Kennan, chargé d'affaires à l'ambassade des États-Unis à Moscou. Le 20 février, celui-ci transmet à Washington un document devenu essentiel dans l'histoire de la froide, le *long telegram*. Kennan y livre une analyse extrêmement fine de la politique étrangère soviétique et, de la sorte, conditionne la politique de la Maison-Blanche à l'égard de Moscou. Il explique que, quelles que soient les concessions que les États-Unis pourront octroyer au Kremlin, celui-ci est décidé à en finir avec le capitalisme, dont la supposée menace justifie la répression permanente des libertés dans le monde soumis à l'URSS. Staline souhaite ainsi tout faire pour déstabiliser les démocraties et semer le trouble dans leurs colonies.

Cette analyse a une portée d'autant plus grande que les Américains s'aperçoivent des limites de l'ordre international rooseveltien : le continent européen étant un champ de ruines, le libre-échange est inapplicable. Truman n'a donc plus le choix : pour faire face au péril communiste, les États-Unis doivent organiser la résistance d'une Europe où les retombées de la guerre et le coût de la reconstruction risquent de produire un sentiment de démoralisation. L'enjeu n'est rien d'autre que la stabilité du monde occidental. Or, le relèvement du continent au lendemain immédiat du conflit s'avère plus difficile qu'attendu : à la crise économique (en raison de l'absence de modernisation des outils de production) s'ajoutent une crise alimentaire (l'hiver 1946-1947 est l'un des plus froids du siècle, créant des situations humanitaires parfois pires que pendant

la guerre, notamment en Allemagne) et une crise financière (le manque de devises américaines pour acheter les fournitures nécessaires au redémarrage de l'économie se fait cruellement sentir). Politiquement, laisser les Européens dans la misère accroîtrait le risque d'une prise de pouvoir des communistes en France, en Belgique et en Italie, où les PC sont puissants : en France, par exemple, le PCF obtient 28,2 % des suffrages exprimés aux élections législatives du 10 novembre 1946, devant le MRP (Mouvement républicain populaire, 25,9 %) et la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière, 17,8 %).

L'administration Truman comprend alors qu'une injection massive de dollars en Europe et un effort sur la dette des Européens sont nécessaires pour assurer la viabilité économique du Vieux Continent et, partant, sa sécurité face à une URSS de plus en plus menaçante. Se dessine ainsi le lien entre lutte contre la pauvreté, développement des échanges et sécurité collective que Truman et ses successeurs vont porter à bout de bras pendant la guerre froide, dans le but de faire pièce aux idées marxistes.

Ainsi, le 28 mai 1946, est signé l'accord Blum-Byrnes qui liquide une partie de la dette contractée par la France auprès des États-Unis (deux milliards de dollars). Truman accorde même un nouveau prêt aux Français à des conditions de remboursement exceptionnelles. Les États-Unis octroient ainsi une aide de trois cents millions de dollars américains remboursables en trente-cinq ans, auquel s'ajoute un prêt bancaire de six cent cinquante millions de dollars. En échange, la France met fin au régime des quotas imposé aux films américains depuis 1936, ouvrant un vif débat sur la menace d'étouffement du cinéma français sous le poids de la production hollywoodienne. D'autres accords de ce genre sont passés par les États-Unis avec d'autres pays européens, mais cela ne suffit pas à relever l'Europe : tout l'argent prêté passe dans l'alimentation et le chauffage, sans être investi dans la reconstruction et la modernisation, laissant poindre une misère sociale susceptible de nourrir l'adhésion au communisme.

## Les enjeux méditerranéens et l'affaiblissement britannique, vecteurs de la doctrine Truman

La prise de conscience américaine quant à la nécessité de ne pas abandonner l'Europe à son sort tient également aux évolutions que connaît le flanc sud du Vieux Continent. En effet, plus encore que l'Europe centrale, la situation en Méditerranée, marquée par la guerre civile grecque et les prétentions de Staline sur les détroits turcs, provoque une vive inquiétude à Washington, à tel point qu'elle conduit l'administration Truman à élaborer une stratégie à long terme vis-à-vis de l'URSS : la doctrine du *containment*, ou d'endiguement. Cet intérêt prononcé pour la Méditerranée n'est pas nouveau ; il s'inscrit dans une longue tradition diplomatique et militaire américaine et se fonde sur la tradition réaliste héritée des Pères fondateurs des États-Unis : la mer étant